

Lui président

Jacques
Cheminade

Président de Solidarité & progrès
Ancien candidat à l'élection
présidentielle de 2012

Le 11 mars 2014

Lui président, la France ne se serait pas soumise au monde de l'argent.

Lui président, il aurait combattu l'oligarchie financière de la City et de Wall Street et lancé une vraie séparation des activités bancaires pour tarir les spéculations.

Lui président, comme Léon Blum le 20 février 1942 à Riom, il aurait dénoncé « *les tenants de la déflation à outrance... les tenants d'une rigueur extrême qui a conduit l'Europe au chaos* ».

Lui président, il se serait battu pour le programme d'action du Conseil national de la Résistance, pour « *l'instauration d'une véritable démocratie économique et sociale, impliquant l'éviction des grandes féodalités économiques et financières de la direction de l'économie* ».

Lui président, jamais des livres comme *Mon amie c'est la finance* ou *La caste cannibale* n'auraient été publiés, faute de matière.

Lui président, jamais une Karine Berger n'aurait pu défendre un leurre comme la loi bancaire de M. Moscovici et prétendre que M. Cahuzac était un honnête homme combattant la fraude fiscale, sans qu'il lui soit demandé de démissionner de ses fonctions de Secrétaire générale à l'économie du Parti socialiste, en raison sans doute de son innommable incapacité.

Lui président, jamais l'on n'aurait pu dire que sa politique « *se compose essentiellement de mesures proposées plus ou moins sous la même forme par son prédécesseur de droite, Nicolas Sarkozy* », comme l'a proclamé Die Welt.

Lui président, jamais une déclaration commune avec Barack Obama n'aurait confirmé ce jugement par son atlantisme éhonté.

Lui président, jamais il ne se serait vanté que « *depuis le retour de la France dans la structure de commandement de l'OTAN, il y a quatre ans, nous avons développé notre coopération à tous les niveaux dans le cadre de notre engagement à renforcer constamment le partenariat entre l'OTAN et l'Union européenne* ».

Lui président, jamais on n'aurait prouvé cette allégeance en nous ralliant, vis-à-vis de la Syrie comme

vis-à-vis de l'Ukraine, aux intérêts de l'oligarchie britannique et anglo-américaine, opposés à ceux des peuples français, anglais et américain.

Lui président, jamais nous n'aurions laissé négocier un Traité de libre échange transatlantique dont l'objet est de nous dépouiller.

Lui président, jamais il n'aurait puisé ses collaborateurs dans une caste sans âme et sans vertu, dans cette Inspection des finances que dénonçait Jean Zay dans *Souvenirs et solitude*, et plus particulièrement au sein d'une promotion Voltaire à l'arrivisme certifié.

Lui président, jamais l'abaissement du coût du travail et la réduction des dépenses publiques, c'est-à-dire l'austérité prédatrice et la destruction du modèle social français, n'auraient été possibles.

Lui président, jamais un pacte de responsabilité n'aurait servi le patronat financier sans aider les TPE, les PME et les ETI, jamais la noblesse bancaire n'aurait pu continuer à vivre en osmose avec nos grands groupes

en favorisant leur « optimisation financière », c'est-à-dire leur éviter de payer l'impôt en France.

Lui président, des centaines de milliers de logements sociaux auraient été construits et un minimum social pour les jeunes créé.

Lui président, il n'aurait jamais adopté la politique de l'opposition pour prétendre la prendre à contre-pied.

Lui président, il n'aurait jamais livré une partie de notre peuple au Front national.

Lui président, jamais il n'aurait laissé la Sécurité sociale devenir un guichet de banque et non le lieu de notre solidarité collective.

Au fait, le président de la République s'appelle François Hollande. Il en revêt l'apparence. Pour le reste, il gère le naufrage. Que l'opposition ferait pire n'est pas un argument. Nous battre pour l'alternative aux castes, avec un projet de développement mutuel national et international, doit au contraire être notre engagement, par delà les étiquettes devenues, hélas, aussi vaines que pour un bal costumé.

**L'alternative
aux castes,
un projet de
développement
mutuel national
et international.**

Solidarité & progrès 

www.solidariteetprogres.org | BP27 92114 Clichy cedex | 01 76 69 14 50